

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société GÉRARD PARICHE SAS à BOUILLANCOURT-EN-SERY

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 29 juin 2011 à la société GÉRARD PARICHE SAS pour l'exploitation d'une installation de dépolissage et de laquage sur verre sis lieu dit Le Vert Bocage à BOUILLANCOURT-EN-SERY (80220) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courriel du 7 novembre 2025 relatif à la modification de la vitesse d'éjection du conduit n°3 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 9 décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 20 janvier 2026, reçu le 23 janvier suivant ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. la société GÉRARD PARICHE SAS est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement lieu dit Le Vert Bocage à BOUILLANCOURT-EN-SERY, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 juin 2011 ;

2. par courriel du 7 novembre 2025, la société GÉRARD PARICHE SAS a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance visant à modifier la vitesse d'éjection du conduit n°3 ;

3. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport du 8 décembre 2025, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

4. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2011 autorisant la société GÉRARD PARICHE SAS, dont le siège social est situé Le Vert Bocage à BOUILLANCOURT-EN-SERY (80220), à exploiter ses installations sises Le Vert Bocage à BOUILLANCOURT-EN-SERY (80220) sont modifiées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juin 2011	Article 3.2.2	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté

ARTICLE 3. – CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit maximal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N°1	Laveur de gaz	8	1	28 200	8
Conduit N°2	Cabines d'application peintures	10	0,8	10 400	8
Conduit N°3	Four de polymérisation	10	0,8	2 200	5

ARTICLE 4. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de BOUILLANCOURT-EN-SERY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la somme ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000) ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

ARTICLE 6. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'ABBEVILLE, le maire de BOUILLANCOURT-EN-SERY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GÉRARD PARICHE SAS.

AMIENS, le 09 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD